

Informations du Guatemala

N° 238

du 18 au 24 septembre 1987

POLITIQUE

Cerezo se rend à New-York

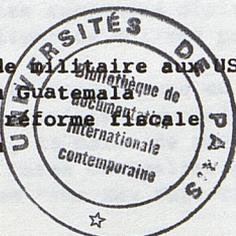
Le ministre de la Défense demande une aide militaire aux USA

L'ambassadeur itinérant nord-américain au Guatemala

Le congrès retarde la promulgation de la réforme fiscale

Un expert de l'ONU en visite au Guatemala

Un dirigeant syndical enlevé



ECONOMIE

Réunion des gouverneurs des Banques centrales

INSURRECTION

106 pertes infligées à l'armée en septembre

MOUVEMENT POPULAIRE

La politique anti-syndicale du maire de la capitale

Des menaces contre un représentant des fonctionnaires

La lutte pour le salaire minimum

SITUATION SOCIALE

Répression contre des groupes de jeunes

DROITS DE L'HOMME

14 assassinats en 48 heures

Un représentant du secteur du café assassiné

Une femme et un enfant disparaissent

4°P. 12315

POLITIQUE

CEREZO SE REND A NEW-YORK

Le 20 septembre, le président du Guatemala Vinicio Cerezo a quitté le pays pour les Etats-Unis ; dans la matinée du 22, il devait prononcer à New-York le discours d'ouverture de la seconde session de la troisième période des réunions ordinaires de la 42^e assemblée générale de l'Organisation des nations unies.

Le président Cerezo a tenu, au long de son discours, à défendre les accords du sommet de Esquipulas II ; il a demandé le respect des décisions prises par les présidents centraméricains.

Le 21 septembre, Cerezo a été reçu par le président nord-américain Ronald Reagan ; l'objectif principal de cette rencontre était de solliciter une assistance militaire de 10 millions de dollars pour l'armée guatémaltèque.

Durant son séjour de quatre jours à New York, Cerezo aura eu des entretiens avec Yasuhiro Nakasone, le premier ministre japonais, sur des questions financières, avec Mario Cuomo, le maire de New-York, avec le secrétaire général de l'ONU Javier Perez de Cuellar et avec les membres du comité directeur du quotidien "The New York Times".

LE MINISTRE DE LA DEFENSE DEMANDE UNE AIDE MILITAIRE AUX USA

Le 17 septembre, le général Mario Antonio Callejas, chef d'état major de la Défense nationale, a fait savoir que le général Hector Gramajo, ministre de la Défense s'était rendu à Washington pour y négocier l'octroi d'une aide militaire d'un montant de 10 millions de dollars. Le chef des forces armées était invité par le Département d'Etat et par le Pentagone ; sa demande sera réitérée le 21 septembre par le président Cerezo.

L'AMBASSADEUR ITINERANT NORD-AMERICAIN AU GUATEMALA

Morris Busby, ambassadeur itinérant de l'administration Reagan en Amérique centrale, est arrivé au Guatemala le 18 septembre ; il a été reçu par le président Cerezo. Des questions relatives au conflit centraméricain ont été abordées.

Busby prend la succession de Philip Habib, dont la démission à la mi-août est due, suppose-t-on, à un désaccord avec les hauts fonctionnaires de l'administration Reagan sur les accords de Esquipulas.

LE CONGRES RETARDE LA PROMULGATION DE LA REFORME FISCALE

Le 22 septembre, Ricardo Gomez, président du Congrès, a décidé de retarder l'envoi des textes de loi composant la réforme fiscale à l'exécutif jusqu'au 28 septembre. Cette suggestion émane de la commission de médiation dans le conflit entre le patronat et le gouvernement.

Le 20 septembre, le président Cerezo et le Comité coordinateur des associations agricoles, commerciales, industrielles et financières (CACIF) ont nommé une commission de médiation constituée de Alvaro Arzu, 1^e maire de la capitale, et de Arturo Herbruger et Manuel Ruano, magistrats du Tribunal électoral suprême.

Le 17 septembre, le Congrès de la république a voté les lois relatives à l'impôt sur le revenu (décret 59-87), aux modifications de la taxe à la valeur ajoutée (décret 60-87), à l'impôt sur la circulation des véhicules (dec. 61-87), à l'impôt sur les timbres fiscaux (dec. 62-87), à l'impôt unique sur les immeubles (dec. 63-87) et au soutien de l'aviculture (dec. 64-87).

Le 19 septembre, le commerce a été paralysé dans les départements du Quezaltenango, Suchitepequez, Retalhuleu, Jalapa, Jutiapa et Santa Rosa à la suite de l'appel du CACIF ; il s'agissait de faire pression sur le gouvernement pour qu'il revienne sur la réforme fiscale.

UN EXPERT DE L'ONU EN VISITE AU GUATEMALA

L'uruguayen Hector Gross Espiell a été désigné par le secrétaire général de l'ONU, Javier Perez de Cuellar, pour analyser la situation des droits de l'homme au Guatemala. Il est arrivé dans la capitale guatémaltèque le 21 septembre pour un séjour d'une semaine.

Gross Espiell sera reçu le 24 par le président Cerezo et les hauts fonctionnaires du gouvernement ; il aura également des conversations avec les secteurs politiques, humanitaires et les milieux d'affaires. Il rencontrera notamment le Groupe d'appui mutuel (GAM) aux familles de disparus.

D'autre part, un groupe de travail de l'ONU sur les disparitions forcées et involontaires enverra un délégué du Ghana et un délégué du Costa Rica pour récolter des informations concrètes sur des cas de disparitions auprès de toute personne susceptible d'en fournir. Ils sont attendus le 5 octobre.

UN DIRIGEANT SYNDICAL ENLEVE

Carlos Humberto Perez Oscar, dirigeant de la coordination des municipalités, entité regroupant les différents syndicats municipaux du pays, a été enlevé dans la nuit du 16 septembre. Un groupe d'inconnus l'a forcé à monter à bord d'un véhicule après lui avoir jeté du sel au visage ; il a été retenu illégalement durant 48 heures dans une maison de la capitale. La dénonciation a été connue le 18.

Le 19 Perez Oscar a confirmé avoir été détenu dans un endroit d'où il entendait des chiens aboyer ; après deux jours de détention, il a été transporté en voiture et jeté dans un terrain vague sur la route reliant la capitale à la municipalité San Pedro Ayampuc. Selon le dirigeant du syndicat central des travailleurs municipaux, cet enlèvement est imputable à des motivations politiques dans la mesure où Perez Oscar a été enlevé à la sortie du local où avait eu lieu l'assemblée générale des syndicats municipaux.

ECONOMIE

REUNION DES GOUVERNEURS DES BANQUES CENTRALES

Federico Linares, président de la Banque du Guatemala, a dressé un panorama peu engageant de la collaboration entre les pays industrialisés, les banques et les institutions financières internationales pour l'année à venir ; les domaines affectés seront ceux de la croissance, de la dette extérieure et de la liquidité internationale. Linares inaugurerait le 20 septembre dans la capitale la XLV réunion des gouverneurs des banques centrales latino-américaines et espagnole. Parallèlement à cette rencontre, la réunion des délégués des pays latino-américains, de l'Espagne et des Philippines au Fonds monétaire international (FMI) et à la Banque mondiale (BM) se tenait dans la capitale guatémaltèque. Au programme figuraient les rapports des directeurs exécutifs de ces deux institutions sur les principaux problèmes rencontrés par les pays membres. Le 21 septembre avait lieu l'ouverture de la réunion de l'Association latino-américaine pour l'intégration (ALADI), ainsi que celle du comité du Centre d'études monétaires latino-américain (CEMLA), dirigé par l'économiste guatémaltèque Jorge Gonzalez del Valle.

INSURRECTION

106 PERTES INFLIGÉES A L'ARMÉE EN SEPTEMBRE

Selon l'émission hebdomadaire de la radio des insurgés "Voz popular", l'armée gouvernementale a souffert d'au moins 106 pertes lors des combats soutenus en septembre contre les forces de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) dans les départements de Solola, San Marcos, El Quiché et El Peten.

Dans la semaine du 1er au 6 septembre, les forces de l'URNG ont causé 48 pertes à l'armée dont 39 lors de combats qui se sont déroulés sur les rives du lac Atitlan, Solola ; du 7 au 17, l'armée a souffert 58 pertes.

Toujours selon la radio "Voz popular", l'armée a été obligée de détenir l'offensive lancée le 4 août contre les positions insurgées sur le volcan Tajumulco, San Marcos, après avoir perdu 41 hommes, dont 4 officiers, et une grande quantité de matériel de guerre dont un véhicule.

MOUVEMENT POPULAIRE

LA POLITIQUE ANTI-SYNDICALE DU MAIRE DE LA CAPITALE

Au cours d'une conférence de presse le 17 septembre, les dirigeants du Syndicat central des travailleurs des municipalités (SCTM) ont

dénoncé la politique du maire de la capitale, Alvaro Arzu Irigoyen, destinée à détruire l'organisation syndicale des travailleurs de la commune. Le SCTM accuse le maire d'avoir organisé des groupes répressifs, de tenter de détruire l'organisation syndicale, de développer sa propre campagne présidentielle en profitant de sa position actuelle, d'avoir acculé des travailleurs à la démission et de ne payer ni les vacances, ni les heures supplémentaires.

Les dirigeants du syndicat craignent pour leur sécurité ; l'année dernière Justo Rufino Reyes, dirigeant de ce syndicat, a été assassiné, pour des raisons politiques semble-t-il.

DES MENACES CONTRE UN REPRESENTANT DES FONCTIONNAIRES

Manuel Meneses, dirigeant du syndicat des travailleurs du ministère des Finances publiques a déclaré le 21 septembre être l'objet de menaces téléphonées ; des groupes d'inconnus ont tenté d'intimider sa famille. Des individus sont venus à son domicile pour y proférer des menaces.

LA LUTTE POUR LE SALAIRE MINIMUM

Le 21 septembre, le syndicat des travailleurs du ministère des Finances publiques a demandé au Congrès de la République l'approbation d'un décret-loi définissant une nouvelle échelle de salaires minimums en ville et en zone rurale. Les salaires actuels, 3,20 quetzales par jour (1,18 dollar) ne sont pas suffisants pour nourrir une famille. Selon les syndicalistes, si l'on se base sur l'indice des prix des produits de base, le salaire minimum pour les salariés agricoles devrait être de 6 Q. (2,22 \$) et de 9 Q. pour les salariés urbains. Le STMPF souligne que le salaire minimum actuel n'est souvent pas respecté en zone rurale.

SITUATION SOCIALE

REPRESSION CONTRE DES GROUPES DE JEUNES

Selon la presse du 18 septembre, des groupes d'individus bien vêtus, se déplaçant à bord de véhicules, utilisant des armes de gros calibre, se présentant comme les "antibrake" ont pris sur eux de combattre et de réprimer les actions des jeunes marginaux dénommés "maras". La première action répressive des antibrake a eu lieu début septembre lorsqu'ils ont attaqué des jeunes supposés être membres des maras. Les maras sont la conséquence du fort taux de chômage et du manque de débouchés dont souffrent les Guatémaltèques.

DROITS DE L'HOMME

14 ASSASSINATS EN 48 HEURES

Selon les informations diffusées par la presse et les organismes d'assistance, 14 personnes -12 hommes, une femme et un mineur- ont été assassinées entre les 16 et 18 septembre dans diverses régions du pays. Dans la plupart des cas, elles avaient été séquestrées, soumises à la torture et achevées par le traditionnel "tir de grâce". On a retrouvé les cadavres de José Juan Cirilo, 54 ans, et de son fils Juan José Cirilo Lopez, 12 ans, sur les flancs du volcan de Fuego, aux limites des départements de Sacatepequez, Escuintla et de Suchitepequez. Les deux victimes avaient disparu depuis le matin. Deux autres cadavres -un homme et une femme- ont été trouvés sur l'autoroute qui relie la capitale au port de San José. Les autres crimes se sont produits dans la capitale et dans les départements Santa Rosa, Guatemala, Escuintla, Quetzaltenango, Jutiapa et Suchitepequez.

UN REPRESENTANT DU SECTEUR DU CAFE ASSASSINE

Enrique Rottscher Zuniga, ex-président de l'association nationale du café (ANACAFE) et actuel directeur de la Banque du café a été assassiné par balles dans la ville de Retalhuleu le 18 septembre. La victime a été attaquée par un groupe d'inconnus à bord de sa camionnette ; 40 mille quetzales ont été dérobés ; une personne non identifiée qui accompagnait la victime a échappé à l'attentat.

UNE FEMME ET UN ENFANT DISPARAISSENT

Francisco Sanchez Giron a dénoncé le 20 septembre la disparition de son épouse, Julia Estefania Monzon Garcia, 36 ans, et de Fabian Baz, 10 ans. Ils sont portés disparus depuis le 13 septembre, dans le département de Alta Verapaz (nord du pays). Cette disparition pourrait être due à un enlèvement.